Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 113 (1968)
Heft: 7

Artikel: À l'OTAN, quoi de nouveau?
Autor: Montfort, Michel-H.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343428

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

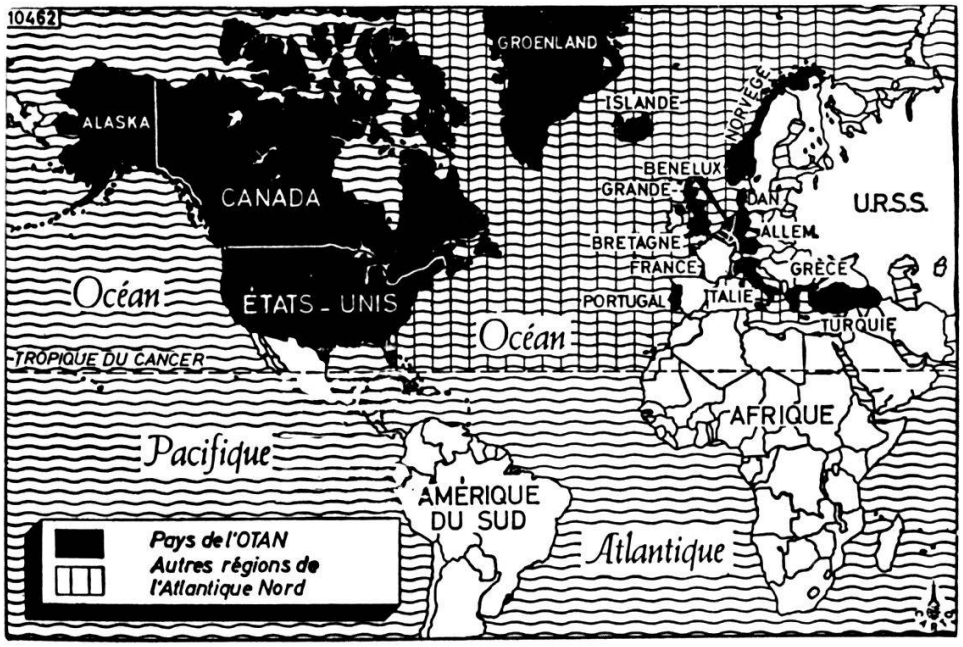
113e année No 7 Juillet 1968

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction par intérim: Colonel-divisionnaire **Montfort**
Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG **Georges Rapp**
Administration: Lt-colonel **Ernest Büetiger**
Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S. A., av. de la Gare 33, 1000 Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)
Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, 1000 Lausanne

ABONNEMENT: **Suisse:** 1 an Fr. 18.—; 6 mois Fr. 10.—
Etranger: 1 an Fr. 22.—; 6 mois Fr. 12.—
Prix du numéro: Fr. 2.—

A l'OTAN, quoi de nouveau?



Les effets du retrait de la France de l'organisation militaire de l'Alliance, négatifs et positifs, sont exposés, dans le numéro de février dernier des « Nouvelles de l'OTAN », par M. Lucien Radoux, député à la Chambre belge, ancien secrétaire de M. Paul-Henri Spaak, à l'occasion d'une étude sur « La nouvelle stratégie de l'Alliance ».

Sur ce point particulier, le « désengagement » de la France — qui, *pour nous, voisins de ce pays, est intéressant au premier chef* [1] — il considère que « la conséquence la plus grave paraît être aujourd'hui la perte, pour l'OTAN, de l'espace aérien et du territoire français, qui a réduit l'espace disponible pour le déploiement des forces alliées et les installations auxiliaires. Elle a imposé une révision radicale des plans militaires du SACEUR et du CINCENT [2]. En outre, il a fallu établir de nouveaux plans envisageant à la fois la participation et la non-participation de la France à la défense occidentale. »

« Il importe, cependant, de noter quelques éléments *positifs* », poursuit-il. « Premièrement le gouvernement français est revenu aujourd'hui à l'ancienne procédure consistant à accorder *annuellement*, et non plus mensuellement, aux avions de l'OTAN l'autorisation de survoler le territoire français. Deuxièmement, comme l'a annoncé M. Couve de Murville le 16 juin 1967, les gouvernements français et américain, d'une part, la France et l'OTAN, d'autre part, sont parvenus à des accords concernant la poursuite du fonctionnement des oléoducs traversant le territoire français [3]. Enfin, les chefs d'état-major français et l'OTAN sont convenus du rôle des forces françaises en temps de guerre. *La France ne s'est cependant pas encore politiquement engagée à placer ses forces à la disposition de l'Alliance en cas de conflit ou de crise.* »

Il s'agit là, bien sûr, d'un élément négatif : le commandant suprême des Forces alliées en Europe ne peut pas compter sur les forces françaises, pas plus que sur les forces suisses évidemment ! Cette situation n'a sûrement rien de confortable pour ce commandant.

Mais il faut continuer, en nous excusant de la longueur de nos citations, car on ne saurait mieux dire : « La perte du territoire français a démantelé les systèmes de communications et

---

[1] Tout ce qui est imprimé en italique dans cet article l'est par nous. Mft.
[2] SACEUR : Commandant suprême des Forces alliées en Europe.
CINCENT : Commandant en chef des Forces alliées du Centre-Europe.
[3] Voir R. M. S., août 1966, p. 366.

les systèmes logistiques de l'Alliance. De nouveaux systèmes ont dû être mis en place, mais ils sont situés sur les arrières de la zone de défense avancée et orientés dans le sens nord-sud (par opposition aux anciens axes de ravitaillement qui traversaient la France dans le sens est-ouest). Il importe de noter également — nous citons et M. Lucien Radoux et les « Nouvelles de l'OTAN » — que les deux divisions et les unités aériennes retirées par la France sont venues réduire les forces classiques de l'Alliance, *déjà insuffisantes* [1], au moment même où l'Occident adoptait une stratégie de « réponse flexible ». Il convient de mentionner, enfin, la réorganisation de l'état-major des Forces alliées Centre-Europe. Les trois quartiers-généraux de l'AFCENT, du LANDCENT et de l'AIRCENT [2] ont fusionné en un quartier-général unique. Les résultats sont encourageants. Des économies considérables ont été réalisées, tant en argent qu'en personnel. Fait plus important encore, un échelon de commandement a été supprimé, de telle sorte que les ordres peuvent être transmis et exécutés plus rapidement et plus efficacement. »

Il semble que ces raisons sont celles d'un « civil » doublé d'un « député », sans vouloir attribuer à ces termes un sens désobligeant quelconque. Car du point de vue « militaire », concentrer trois échelons de commandement en un seul point constitue — surtout à notre époque atomique — un grave danger et une faute, quelles que soient les précautions prises à l'égard d'une surprise quelconque. Il va de soi qu'en ce qui concerne le travail routinier du temps de paix et du point de vue budgétaire, cette solution est avantageuse.

Il convient, d'autre part, de revenir sur ce qui a été cité plus haut à propos notamment du nouveau système logistique installé. Il a fallu, nous dit-on, l'implanter sur les arrières de

---

[1] Voir notre chronique de la R. M. S. d'avril 1968, p. 154!
On est loin de l'appréciation optimiste du général anglais Kenneth Hunt dont nous parlions dans la R. M. S. de mai 1967.

[2] AFCENT: Forces alliées du Centre-Europe.
LANDCENT: Forces terrestres du Centre-Europe.
AIRCENT: Forces aériennes du Centre-Europe.

la zone avancée et l'orienter nord-sud, faute de disposer évidemment de la profondeur nécessaire. Il est donc parallèle au « front » [1] et pas très éloigné de lui puisqu'il se trouve « sur les arrières de la zone avancée », ce qui présente, par rapport à l'ancien système — axé, normalement, est-ouest — le gros désavantage de mal s'adapter — c'est le moins qu'on puisse dire — à une manœuvre en retraite axée forcément est-ouest, et de devenir inévitablement très vite vulnérable, même à des actions et à des armes simplement « banales ».

Manque d'effectifs, de moyens « classiques », manque de profondeur, dispositif logistique défavorable, tout cela pousse, hélas, au coup d'arrêt atomique. Même M. Lucien Radoux le reconnaît quand il écrit: « Si les gouvernements membres de l'Alliance ne prennent pas fermement position sur la question du niveau des forces [2], l'Occident devra très probablement recourir très tôt aux armes nucléaires stratégiques en cas de conflit, comme le préconisait la stratégie de représailles massives. »

Or, la comparaison des moyens classiques des deux blocs démontre à l'évidence qu'on en est là. Autrement dit, la « stratégie » de la riposte flexible fera faillite en cas de conflit et, mieux, les milieux militaires de l'OTAN, « experts militaires », pour employer un terme à la mode, et surtout chefs responsables ne peuvent pas l'ignorer! La réponse flexible n'est qu'un euphémisme destiné à rassurer le bourgeois. C'est le début du déclenchement de la guerre atomique.

* * *

Un point de vue français au sujet du retrait de la France des commandements intégrés de l'OTAN, a été exposé à l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), en décembre dernier, à Paris, par un parlementaire français, M. Beauguitte.

---

[1] Si ce terme peut encore être employé!
[2] Classiques.

D'après lui, le pire ne s'est pas produit. « La France continue à apporter une contribution précieuse à la défense occidentale. On peut résumer la situation d'un mot en disant que ce qui a été perdu sur le plan de l'intégration au sein de l'OTAN a été regagné par la voie des accords bilatéraux entre la France et un grand nombre de pays membres. Cela est vrai sur le triple plan: de la liaison entre la France et l'OTAN; des prestations de services entre la France et les autres membres, en particulier européens; de la collaboration de la France à diverses activités de défense. »

C'est un Français qui parle, mais que penserait de tout cela le maréchal Foch?!

* * *

Les transmissions de l'OTAN deviennent de plus en plus complètes et perfectionnées[1]. Le système « SATCOM », qui n'en est encore qu'a sa phase expérimentale, mettra en œuvre une combinaison de communications par satellites. On en vante à l'avance la sûreté et l'invulnérabilité.

Il fut une époque où un homme seul, muni d'une paire de tenailles, pouvait paralyser toute une armée en cisaillant les fils télégraphiques. Aujourd'hui, à la place de ces kilomètres de câbles vulnérables, un simple satellite, placé à l'abri de pratiquement toutes les formes d'attaques, relie entre eux une multitude de centres nerveux.

Ce qui ne veut pas dire que les lignes terrestres, les câbles sous-marins, ou les chaînes de radio de l'Alliance, vont être mis au rebut; chaque technique nouvelle ne remplace pas les précédentes mais les complète.

Cependant tout cela ne change rien au problème essentiel des *forces classiques*, pour lesquelles il faut des hommes avant tout et pas des satellites ni des discours.

* * *

[1] Nouvelles de l'OTAN, mars 1968, « SATCOM » OTAN, par Anne Sington.

Les « Nouvelles de l'OTAN »[1], dans leur numéro d'avril dernier, apportent elles-mêmes de l'eau à notre moulin. Elles reproduisent — sans prendre position — un article du journal « The Economist » relatif à une lettre envoyée au « Times » par le général Sir John Hackett, commandant du Groupe d'armée du Nord (OTAN) et de l'Armée anglaise du Rhin, concernant le niveau des forces de l'OTAN.

Le procédé du général semble anormal, mais il nous permettra, et cela en vaut la peine, de connaître son avis. Le commandant du Groupe d'armée du Nord craint que l'Angleterre et certains autres pays d'Europe ne laissent l'Armée de l'OTAN se retrécir au point qu'elle ne pourra plus accomplir son rôle en faveur du « maintien de la paix par la stabilisation militaire ». Selon lui, la réduction des forces de l'Ouest jusqu'à l'extrême pourrait tenter l'URSS vers une autre aventure militaire à laquelle elle aurait du mal à résister...

« Cela devait être dit — relève l'« Economist » — *le métier de soldat est de se préparer au pire* ». Le général Hackett qui, écrit le même journal, est un des meilleurs officiers généraux anglais, met l'accent où il doit être mis, c'est-à-dire sur l'*équilibre des forces conventionnelles en Europe centrale.* Or, les Russes ont une supériorité actuelle d'environ deux divisions contre une. Pour les chars cela pourrait s'élever à trois contre un, et pour les avions de combat tactiques à quatre ou cinq contre un.

A cela on répond que l'agresseur doit avoir une marge d'au moins trois contre un en sa faveur pour être sûr d'anéantir les forces de la défense. Cela paraît réduire les dimensions de la supériorité russe. Mais les commandants de l'OTAN — nous dit-on encore — du général Lemnitzer jusqu'au bas de l'échelle, reconnaissent que les pays du Pacte de Varsovie pourraient concentrer leurs forces de telle manière qu'elles obtiendraient une supériorité locale de plus de trois contre un, ce qui

---

[1] Les « Nouvelles de l'OTAN », rappelons-le, sont publiées par le Service de l'information de l'OTAN.

leur permettrait d'ouvrir une brèche dans la défense occidentale. C'est pourquoi le général Hackett relève, avec un humour noir, que « le concept d'une avance rapide vers le Rhin, où les Russes s'installeraient comme les Israéliens sur le Canal, est pour le moins intéressant. »

L'année dernière l'OTAN a adopté la stratégie de la réponse flexible, au lieu des représailles massives, et cela au moment où ses forces conventionnelles ont été rognées jusqu'à l'os. Les commandants de l'OTAN peuvent en apprécier l'ironie (nous citons). Avec cette nouvelle stratégie leurs forces sont supposées gagner du temps en faveur des politiciens, retardant les forces adverses et lâchant du terrain si nécessaire. (...) Quel délai l'OTAN pourrait-elle garantir en réalité? La plupart des officiers croient que dans le secteur où l'attaque est la plus susceptible de se produire — la plaine du nord de l'Allemagne — on peut compter sur *six jours au maximum* [1].

Plus les forces conventionnelles de l'OTAN s'amenuiseront, moins il restera de temps avant le déclenchement d'une guerre nucléaire (nous continuons à citer).

Et il est impossible de prédire avec une joyeuse certitude que l'usure de l'OTAN sera stoppée... mais il existe maintenant un puissant argument militaire qui montre que l'on ne doit pas laisser la balance des forces conventionnelles en Europe centrale pencher plus encore en faveur de l'Est. Lorsque l'Angleterre et quelques autres pays se seront débarrassés de l'essentiel de leurs troubles économiques, il faudra renverser la vapeur. Il se peut qu'entre-temps les Russes fassent un geste de plus grande détente, en retirant quelques-unes de leurs divisions. Mais le feront-ils? Il serait bon — conclut l'« Economist » reproduit par les « Nouvelles de l'OTAN » — d'écouter l'avertissement du général Hackett.

Le commandant du Groupe d'armée du Nord de l'OTAN et de l'Armée anglaise du Rhin ne pouvait s'exprimer plus

---

[1] C'est nous qui soulignons car, chez nous, on parle de semaines au minimum! Voir nos thèmes de manœuvres, en général. Mft.

clairement, en dire davantage, dans un journal. Ce n'est pas être tendancieux que de comprendre et de dire que la défense *classique* de l'Europe occidentale par l'OTAN n'est plus assurée, pour autant qu'elle l'ait été. On comprend toujours mieux l'attitude de la France et la solution « gaulliste » de sa défense nationale. Si un conflit sérieux se produisait entre les deux blocs, celui de l'Ouest n'aurait le choix qu'entre deux solutions : déclencher la guerre nucléaire ou capituler. Il n'a plus, en ce moment, les moyens d'accepter la guerre classique [1].

Colonel-divisionnaire MONTFORT

La limitation des possibilités militaires de l'Espace

Il ne saurait naturellement être question d'amoindrir l'effort prodigieux des hommes pour parvenir dans l'espace, aventure excessivement onéreuse de l'ordre de près de 80 milliards de dollars jusqu'à ce jour, ce qui dépasse un budget annuel américain. Les Américains et l'URSS en couvrent encore la quasi-totalité, tandis que les autres pays entrés dans la compétition n'y sont que pour 2,5 milliards de dollars.

Cet effort est donc d'une énorme importance. Mais l'entreprise semble avoir provoqué une sorte d'emballement, en ce sens qu'on n'en voit pas exactement les possibilités réelles. La conquête de l'espace est une expression qui prête à confusion. Car le mot conquête, pris ici toutefois dans un sens imagé, implique une permanence, une occupation sur l'objectif conquis. Personne ne peut encore dire sur quels astres les hommes parviendront à s'expatrier, probablement sur aucun. Mais déjà des projets ont été évoqués. Qui n'a pas

---

[1] Inutile de revenir sur les conclusions, les enseignements, qu'il est urgent d'en tirer *pour nous*. Mft.